

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII**-bis N. 129

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13 - 15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 763
sulla lotta contro il terrorismo internazionale: aspetti della difesa

Annunziata il 29 luglio 2005

L'ASSEMBLÉE,

(i) Condamnant le terrorisme sous toutes ses formes, en particulier lorsqu'il s'agit d'attentats perpétrés contre les populations civiles;

(ii) Exprimant sa solidarité avec le peuple espagnol, victime des attentats du 11 mars 2004 à Madrid, et avec toutes les personnes qui, partout dans le monde, endurent les conséquences du terrorisme;

(iii) Reconnaissant que le recours au terrorisme a des causes très complexes auxquelles il convient de s'attaquer par tous les moyens possibles et notant que la

présente recommandation ne traite que des aspects de défense;

(iv) Reconnaissant que la meilleure réponse politique au terrorisme consiste à faire respecter sans faiblir les droits de l'homme, l'Etat de droit et les normes démocratiques;

(v) Reconnaissant que la responsabilité première de la prévention et de la gestion des conséquences des actes terroristes revient aux structures chargées de la sécurité intérieure nationale;

(vi) Reconnaissant aussi que le renseignement joue un rôle déterminant dans la lutte contre le terrorisme et que la coo-

pération entre les Etats membres est capitale dans ce domaine;

(vii) Considérant que les forces armées apportent une contribution importante à la lutte contre le terrorisme à l'extérieur et que leurs actions complètent celles des forces de sécurité nationales à l'intérieur;

(viii) Reconnaisant l'expertise et les connaissances acquises par les pays de l'UEO qui luttent contre les groupes terroristes à l'intérieur de leurs frontières et appuyant leur demande d'intensification de la coopération;

(ix) Reconnaisant les efforts déployés par l'OTAN pour adapter ses doctrines et les structures de ses forces afin de mieux combattre le terrorisme;

(x) Rappelant la Stratégie européenne de sécurité adoptée en 2003, qui définit le nouveau visage du terrorisme et jette les bases sur lesquelles l'Europe devra construire sa stratégie de sécurité et de défense;

(xi) Rappelant que le Conseil Affaires générales et relations extérieures de l'UE a fait part de son intention, le 17 novembre 2003, de réexaminer et de redéfinir les missions de Petersberg à la lumière d'un nouvel Objectif global 2010;

(xii) Notant que l'article III-309 du Traité établissant une Constitution pour l'Europe stipule que l'UE peut avoir recours à des moyens civils et militaires pour contribuer à la lutte contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers pour combattre le terrorisme sur leur territoire;

(xiii) Reconnaisant l'importance du Plan d'action de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, adopté en 2004, de ses objectifs et de ses priorités pour l'avenir;

(xiv) Prenant note de la constitution des groupements tactiques de l'UE, qui peuvent être mis à disposition pour des opérations extérieures dans le cadre de la lutte contre le terrorisme;

(xv) Notant le lancement d'un Programme européen de recherche sur la sécurité (ESRP) et son importance pour l'harmonisation future des différentes technologies pouvant contribuer à prévenir les attentats terroristes et à gérer leurs conséquences;

(xvi) Prenant note du lancement d'une action préparatoire destinée à renforcer la coopération entre les membres de l'UE et à assurer une gestion efficace du Programme européen de recherche sur la sécurité;

(xvii) Soulignant l'importance des progrès réalisés à ce jour dans la lutte contre le terrorisme en termes de prévention du financement des groupes terroristes, de coopération policière et judiciaire, de sécurité aux frontières et dans les transports, de relations avec les pays tiers et de coopération en matière de sécurité,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE ET DE L'OTAN A:

1. Continuer à oeuvrer à la construction d'une politique européenne de voisinage plus sûre en intensifiant la coopération avec les Etats tiers et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord;

2. Encourager les Etats européens à coopérer dans le domaine militaire, et faire le nécessaire pour adapter leurs forces armées afin qu'elles puissent mieux affronter les nouvelles menaces sur leur territoire et à l'extérieur;

3. Veiller à ce que le calendrier fixé pour les groupements tactiques de l'UE soit respecté et que ceux-ci soient opérationnels d'ici la fin 2006;

4. Poursuivre les efforts afin de garantir que la Force de réaction de l'OTAN soit pleinement opérationnelle dans les meilleurs délais et de faciliter la prise des

décisions pour pouvoir atteindre un plus haut niveau d'efficacité;

5. Accroître la prise de conscience de l'importance de la coopération en matière de renseignement entre États européens et travailler au renforcement de la communauté du renseignement sur trois fronts: intensification des services nationaux de renseignement, meilleure intégration de l'information collectée par les diverses agences et coopération accrue dans le domaine du renseignement dans le cadre de l'Union européenne;

6. Renforcer et adapter les forces de sécurité de l'Europe afin qu'elles puissent faire face aux nouvelles menaces et soient mieux préparées à coopérer avec les instances militaires et les services de renseignement;

7. Garantir la poursuite du développement et de la consolidation des capacités de l'Europe, notamment dans le domaine des technologies propres à améliorer les performances des forces armées, des services de renseignement et des forces de sécurité;

8. Viser une stratégie de défense plus proactive, et pas seulement réactive, en matière de terrorisme, ce qui ne saurait pour autant légitimer l'action militaire préventive;

9. Continuer à optimiser l'efficacité d'un réseau européen de sécurité contre le terrorisme en développant les structures existantes telles que le Système d'information Schengen et Eurojust.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 763

sulla lotta contro il terrorismo internazionale: aspetti della difesa

L'ASSEMBLEA,

(i) Condannando il terrorismo in tutte le sue forme, in particolare quando si tratta di attentati perpetrati contro le popolazioni civili;

(ii) Esprimendo la propria solidarietà al popolo spagnolo, vittima degli attentati dell'11 marzo 2004 a Madrid, e con tutte le persone che, ovunque nel mondo, subiscono le conseguenze del terrorismo;

(iii) Riconoscendo che il ricorso al terrorismo deriva da cause molto complesse contro le quali è necessario com-

battere con tutti i mezzi possibili e osservando che la presente raccomandazione si occupa unicamente degli aspetti relativi alla difesa;

(iv) Riconoscendo che la migliore risposta politica al terrorismo consiste nel far rispettare, senza mai cedere, i diritti umani, lo Stato di diritto e le norme democratiche;

(v) Riconoscendo che la principale responsabilità della prevenzione e della gestione delle conseguenze degli atti terroristici è di competenza delle strutture incaricate della sicurezza interna nazionale;

(vi) Riconoscendo, inoltre, che l'informazione svolge un ruolo determinante nella lotta al terrorismo e che la cooperazione tra Stati membri è fondamentale in questo campo;

(vii) Considerando che le forze armate forniscono un contributo importante alla lotta al terrorismo estero e che le loro azioni vanno a completare quelle delle forze di sicurezza nazionale interne;

(viii) Riconoscendo l'esperienza e le conoscenze acquisite dai Paesi dell'UEO che lottano contro i gruppi terroristi all'interno delle proprie frontiere e sostenendo la loro richiesta di intensificare la cooperazione;

(ix) Riconoscendo gli sforzi della NATO per rielaborare le dottrine e le strutture delle proprie forze per meglio combattere il terrorismo;

(x) Ricordando la Strategia Europea di Sicurezza adottata nel 2003, che definisce il nuovo volto del terrorismo e getta le basi sulle quali l'Europa dovrà costruire la sua strategia di sicurezza e di difesa;

(xi) Ricordando che il Consiglio Affari Generali e Relazioni Estere dell'UE ha reso nota la sua intenzione, il 17 novembre 2003, di riesaminare e di ridefinire le missioni di Petersberg alla luce del nuovo Obiettivo Globale 2010;

(xii) Osservando che l'articolo III-309 del Trattato stabilendo una Costituzione per l'Europa, stipula che l'UE possa fare ricorso a mezzi civili e militari per contribuire alla lotta al terrorismo, compreso il sostegno fornito a Paesi terzi per combattere il terrorismo sul loro territorio;

(xiii) Riconoscendo l'importanza del Piano d'Azione dell'UE per la lotta al terrorismo, adottato nel 2004, dei suoi obiettivi e delle sue priorità per il futuro;

(xiv) Prendendo nota della formazione dei raggruppamenti tattici dell'UE, che

possono essere messi a disposizione per operazioni estere nel quadro della lotta al terrorismo;

(xv) Osservando il lancio del Programma Europeo di Ricerca sulla Sicurezza (ESRP), e la sua importanza per la futura armonizzazione delle diverse tecnologie in grado di contribuire alla prevenzione degli attentati terroristi e di gestirne le conseguenze;

(xvi) Prendendo nota del varo di un'azione preparatoria destinata a rafforzare la cooperazione tra i membri dell'UE e ad assicurare una gestione efficace del Programma Europeo di Ricerca sulla Sicurezza;

(xvii) Sottolineando l'importanza dei progressi realizzati fino ad oggi nella lotta contro il terrorismo in termini di prevenzione del finanziamento dei gruppi terroristi, di cooperazione poliziesca e giudiziaria, di sicurezza alle frontiere e nei trasporti, di relazioni con paesi terzi e di cooperazione in materia di sicurezza;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE E DELLA NATO A:

1. Continuare a lavorare alla creazione di una politica europea di vicinato più sicura intensificando la cooperazione con gli Stati terzi ed i Paesi del Medio Oriente e del Nord Africa;

2. Incoraggiare gli Stati europei a cooperare nel campo militare e di fare il necessario per adattare le loro forze armate affinché possano affrontare meglio le nuove minacce sul proprio territorio e all'estero;

3. Prestare attenzione affinché il calendario fissato per i raggruppamenti tattici dell'UE venga rispettato e affinché essi siano operativi entro la fine del 2006;

4. Perseguire gli sforzi per garantire che la Forza di reazione della NATO sia pienamente operativa nei più brevi tempi possibili e per facilitare il processo decisionale per raggiungere una maggiore efficacia;

5. Accrescere la presa di coscienza sull'importanza della cooperazione in materia di informazione tra Stati europei e lavorare al rafforzamento della comunità dell'informazione su tre fronti: intensificazione dei servizi nazionali di informazione, migliore integrazione dell'informazione raccolta da diverse agenzie e aumento della cooperazione nel settore dell'informazione nel quadro dell'Unione Europea;

6. Rafforzare e riorganizzare le forze di sicurezza dell'Europa affinché possano far

fronte alle nuove minacce e affinché siano meglio preparate a cooperare con istituzioni militari e servizi di informazione;

7. Garantire uno sviluppo e un consolidamento continuo delle capacità dell'Europa, in particolare nel settore delle tecnologie volte a migliorare le prestazioni delle forze armate, dei servizi di informazione e delle forze di sicurezza;

8. Mirare ad una strategia di difesa proattiva, e non solo reattiva, in materia di terrorismo, senza che ciò possa comunque legittimare un'azione militare preventiva;

9. Continuare ad ottimizzare l'efficacia di una rete europea di sicurezza contro il terrorismo sviluppando le strutture già esistenti, come ad esempio il Sistema di Informazione Schengen e Eurojust.